

Direction Politique nationale : Le Front autogestionnaire.... ou ne pas être spectateur

Pour un regroupement qui ne soit pas simplement
conjuncturel et électoral
Pour préparer les lendemains de mars 78

La DPN a été l'occasion de faire le point sur la constitution du Front autogestionnaire — écologie, droits des femmes, socialisme. A l'évidence cette initiative connaît un grand succès : d'ores et déjà, le Front est en bonne voie dans environ 250 circonscriptions. Rappelons qu'en 1973 il y avait eu un peu plus de 200 candidats autogestionnaires.

Dans l'Essonne, des militants syndicaux, écologistes ou d'organisations populaires, de groupes femmes, militants politiques du PSU ou inorganisés, ont lancé un appel. Ils constatent que les luttes issues de mai 68 ont une expression politique souvent marginale et que les perspectives des partis de gauche « ne pouvaient pas prendre en compte ces nouvelles aspirations ». Ils affirment que « acteurs sur le champ social, nous refusons d'être des spectateurs de la scène politique ». Aussi appellent-ils « au rassemblement de tous ceux qui se réfèrent à l'autogestion, à l'écologie, à la lutte des femmes et des minorités, à tous ceux qui veulent vivre, travailler, produire autrement ».

Initiatives tous azimuts

De tels appels de mili-

tants ont été lancés à bien des endroits : Val-de-Marne, Loire-Atlantique, Alpes-de-Hautes-Provence, Lyon... Ailleurs, un appel conjoint PSU-MAN (Nancy) ou PSU-MAN-groupes écologistes (Yonne-Doubs, par exemple) est à l'origine du Front. Parfois c'est le PSU qui a pris l'initiative de rassembler des militants et des organisations autogestionnaires féministes, écologiques (Yvelines, Val-d'Oise, Vienne, Vaucluse, Vendée, Haute-Savoie, Pyrénées-Orientales...). Ici, ce sont



Une autre musique électorale pour d'autres lendemains - Dessin de Legendre

des organisations autogestionnaires et écologiques qui prennent contact avec le PSU. Là, c'est à partir des conver-

gences autogestionnaires que s'impulsent des candidatures (Dordogne, Toulouse, Alpes-Maritimes).

Le Front rassemble des forces variées. On y retrouve le PSU et le MAN. Très souvent les écologistes en sont partie prenante, qu'ils appartiennent à des comités antinucléaires, d'environnement ou aux Amis de la Terre. C'est le cas dans l'Ain, la Loire, le Rhône, la Haute-Savoie, le Doubs, la Vienne, les Charentes, la Nièvre, l'Yonne, le Puy-de-Dôme, la Seine-Maritime, les Hautes-Pyrénées, etc.. Souvent le Front se constitue sur une base nationalitaire : en Alsace, en Bretagne, en Catalogne. Parfois le Planning familial est présent (Var), ou des groupes femmes (Gironde), ou des organisations du cadre de vie, ou le MDPL (Le Havre, Montpellier). Enfin, l'extrême gauche demande à participer dans quelques circonscriptions.

Bientôt, un appel national

A partir d'une plate-forme d'appel, des collectifs autogestionnaires se constituent pour animer la campagne, souvent autour d'un journal qui peut être un moyen souple de débats et de propositions.

C'est la condition pour que le regroupement ne soit pas simplement conjoncturel et électoral, mais prépare les lendemains de mars 78 et le développement du courant autogestionnaire.

Prochainement, un appel national lancera le Front autogestionnaire et permettra la coordination des expériences locales.

La DPN insiste sur la volonté qu'un candidat sur deux au moins soit une femme. Elle a constaté la possibilité de rapprochement entre les écologistes et le Front autogestionnaire qui permettra de donner toute sa dimension politique aux luttes antinucléaires et écologistes.

Etre « acteur »

Alors, oui, comme dit l'appel de l'Essonne, les autogestionnaires ne seront plus « spectateurs de la scène politique ». Etre « acteur » sur la « scène politique », cela ne veut pas dire prendre notre place dans le

pugilat auquel se livrent PCF et PS, les uns contre les autres. Notre ambition est de faire en sorte que le courant autogestionnaire prenne sa place dans *le combat contre la droite* qui devrait être l'objectif commun de toutes les forces de gauche, même si chacune développe sa propre stratégie. L'apparition sur le plan électoral d'un Front autogestionnaire n'exclut pas la recherche permanente de *l'unité d'action* de toutes les forces ouvrières et populaires. Au contraire. Cette démarche s'inscrit dans la perspective du rassemblement des forces autogestionnaires qui constitue, avec celle de l'unité d'action, les conditions complémentaires de la stratégie du PSU de développement de l'unité populaire.

C'est avec inquiétude que la Direction politique nationale du PSU a pris connaissance des récents développements de la polémique entre les partis de gauche. Plus que jamais, en même temps qu'il

travaille pour faire avancer la constitution d'un Front autogestionnaire, le PSU doit promouvoir à tous les niveaux des rencontres pour l'unité et rechercher l'unité d'action contre la politique d'austérité de la bourgeoisie. C'est nécessaire pour battre la droite. La perspective d'une défaite électorale de la droite suppose des débats très larges et fraternels sur les perspectives alternatives que les forces de gauche pourraient mettre en oeuvre. Le PSU s'y est employé et s'y emploiera. Après avoir rencontré notamment la CFDT, la CGT, la FEN et le PCF, le PSU a réitéré ses propositions de discussion avec le PS dans une récente adresse. Le PSU s'efforcera de faire prévaloir cette logique afin qu'elle l'emporte sur les déchaînements polémiques qui tiennent aujourd'hui le devant de la scène. ■

**Pascal GOLLET et
Jean-Marie DEMADENT**